



### Onze milliards d'habitants sur la planète en 2100

Qu'il semble loin le temps où les Nations unies annonçaient que la population mondiale avait franchi le cap des 7 milliards d'habitants. Ce n'était pourtant que le 31 octobre 2011. Deux ans plus tard, le sujet qui préoccupe les démographes de l'ONU est la date à laquelle sera franchi le seuil des 11 milliards.

Car, contrairement aux attentes, la population planétaire n'est pas en voie de stabilisation. Du moins pas avant la fin du XXI e siècle. Selon le nouveau rapport « Perspectives de la population mondiale : révision de 2012 » publié en juin par la division de la population du département des affaires économiques et sociales (DAES), les projections passées des démographes étaient trop « optimistes ».

Rien qu'en 2012, pas moins de 82,1 millions de personnes sont venues gonfler les effectifs, l'augmentation la plus spectaculaire depuis 1994. S'appuyant sur les tendances actuelles en termes de fécondité, de mortalité et de migrations, l'ONU retient trois scénarios faisant osciller le nombre d'individus à la fin de ce siècle entre 6,8 milliards et 16,6 milliards. Si l'on retient la variable médiane, considérée par les experts comme la plus plausible, la population mondiale passerait de 7,2 milliards en 2013 à 8,1 milliards en 2025, à 9,6 milliards en 2050 et à 10,9 milliards en 2100. Soit, à l'horizon de la fin du siècle, un écart de prévisions de 800 millions par rapport à la projection d'il y a trois ans.

C'est la deuxième fois depuis 2010 que l'ONU est contrainte de revoir à la hausse ses projections. « L'erreur est humaine », commente avec un sourire Michael Herrmann, du Fonds des Nations unies pour la population (Fnuap), avant de préciser : « Les démographes sont des statisticiens, plus vous leur demandez de faire des projections éloignées dans le temps, moins leurs données pourront être exactes et certaines. » Avant 2010, les projections se faisaient sur vingt-cinq à trente ans. L'idée de pousser plus loin le défi en dressant des prévisions à cinquante ans est très récente, explique l'économiste. Elle répond à une demande, notamment des instituts de recherche.

La surprise pour les démographes de l'ONU est surtout venue du taux de fécondité, plus élevé qu'anticipé, dans un grand nombre de pays en développement. Selon le rapport, leur population devrait passer de 5,9 milliards en 2013 à 8,2 milliards en 2050. «La fécondité a baissé rapidement pendant les dernières décennies» dans certains de ces pays, notamment en Chine, en Inde, au Brésil ou en Afrique du Sud, souligne John Wilmoth, directeur de la démographie au DAES.

En revanche, contrairement aux attentes, la fécondité en Afrique subsaharienne reste élevée, avec plus de cinq enfants par femme en moyenne dans beaucoup de pays tels le Nigeria, le Niger, la République démocratique du Congo, l'Éthiopie ou l'Ouganda. «La croissance démographique y est rapide, et devrait continuer de s'accélérer au cours des prochaines décennies», affirme M. Wilmoth. Une réalité qui fait que la moitié de la croissance de la population mondiale d'ici à 2050 devrait concerner l'Afrique. Le Nigeria pourrait être plus peuplé que les États-Unis avant 2050, et les démographes n'excluent pas qu'il devienne, au tournant du siècle, le deuxième pays le plus peuplé de la planète. Le scénario inverse est projeté pour la population des pays développés, censée se stabiliser, sauf en Europe, où une baisse de 14% est anticipée d'ici à 2100.

Pour Robert Engelman, président de l'Institut de recherche environnementale Worldwatch à Washington, le haut niveau du taux de fécondité dans les pays pauvres s'explique par l'augmentation de l'espérance de vie, «les enfants vivant suffisamment longtemps pour devenir plus tard eux-mêmes des parents», et le «faible investissement des États en faveur d'une politique de planning familial performante». Les dépenses en la matière ne dépassent pas les 3 milliards d'euros par an en moyenne, pour des besoins deux fois plus importants, relève l'expert en population.

L'Institut américain Guttmacher, spécialiste des politiques familiales, estime à 222 millions le nombre de femmes sexuellement actives ne voulant pas d'enfants, mais n'utilisant aucune contraception dans ces pays. M. Engelman pointe «l'absence totale de débat» des pouvoirs publics autour de la question de l'accès à l'information, de l'éducation sexuelle et de la contraception, qui dénote selon lui «un manque de volonté politique». Babatunde Osotimehin, le directeur exécutif du Fnuap, se veut plus optimiste. «Les projections, par définition, n'ont rien de définitif», souligne-t-il, avant de rappeler le travail du Fonds, en amont, pour encourager les pays les moins développés à investir en faveur de la santé. «Notre travail est loin d'être terminé, affirme le haut responsable de l'ONU. Nous allons intensifier nos efforts et nos investissements dans ces pays. Nous savons comment faire, nous le faisons depuis quarante ans.»

Alexandra Geneste